**La Théorie de la Régulation, le commun et la monnaie.**

Pierre Alary[[1]](#footnote-1)

La Théorie de la Régulation place la monnaie au cœur de ses analyses dans un environnement théorique où elle occupe une place ténue. La monnaie est une institution fondamentale du capitalisme (Boyer 2004) ou encore une condition première de l’ordre marchand (Orléan 2002). Le phénomène monétaire valide des liens sociaux constitutifs[[2]](#footnote-2), à cheval sur de nombreux espaces de la vie société et liés aux logiques de dettes (Théret 2008), de confiance (Aglietta, Orléan 1998), etc. Ils reposent également sur des représentations communément partagées qui donnent un sens social aux pratiques. Partagée au sein d’un groupe, la monnaie traduit en un langage simple la complexité des relations sociales et elle homogénéise les comportements. Ce processus rend compatibles les pratiques à l’origine des dynamiques de développement des marchés et de division sociale du travail qui valident à leur tour la cohésion du groupe.

Le concept de commun, Dardot-Laval (2013), est intimement lié à l’idée de partage, de pratiques communes et nous voulons démontrer qu’il offre un cadre analytique idoine pour établir l’essentialité de la monnaie. Ce cadre offre un autre éclairage, il ne s’oppose pas aux théories précitées et se fonde au contraire sur leurs apports. Le commun se définit par un acte social, « l’usage » partagé de biens (air, eau, etc), de valeurs (croyance, références, coutumes, etc.), d’institutions (lois, monnaie, etc.), par les membres d’une communauté. Le commun n’est pas un élément sur lequel se fixe une volonté, mais plutôt **un usage partagé** de ces éléments sans lequel la vie en société ne serait pas possible. Il repose sur des activités et seule la pratique d’un usage collectif peut décider de ce qui est commun.

Parce que l’usage partagé de la monnaie valide des pratiques sociales, la monnaie s’inscrit dans l’espace du commun. « L’essence » de la monnaie, son essentialité, repose sur les valeurs partagées par les agents. Ils partagent une représentation monétaire (une vision simplifiée et abstraite qui norme des actes très différents), des pratiques se mettent en place et assurent la reproduction d’un système. Le commun a une expression collective et il est inappropriable, que la propriété soit publique ou privée. Cependant, il existe en même temps des espaces d’appropriation dans la monnaie (réserve de valeur par exemple) que les constructions juridiques survalorisent et étendent. Or l’appropriable n’aurait aucune signification si la monnaie ne s’exprimait pas, avant tout, dans l’espace du commun. L’appropriable pèse peu face au commun, mais elle donne aux possédants un pouvoir remarquable sur la société. Les exemples plus ou moins anciens de monnayages le montrent tout comme la crise bancaire de 2008.

Pour démontrer l’appartenance « au commun » de la monnaie, notre analyse se penche sur les pratiques liées à la monnaie contemporaine et à l’origine de la division sociale du travail (DST). Parce qu’elle constitue un lien social fondamental, la monnaie permet la déconnexion entre la production et la consommation au sein du foyer. La monnaie met en œuvre un double jeu de dettes de la société envers l’individu qui valident des droits individuels sur la production des autres. De fortes interdépendances sont ainsi construites entre tous les membres d’une société. La monnaie permet également la commensurabilité de toutes les activités liées à la production et la consommation. Elle homogénéise tous ces actes en unité monétaire, ils deviennent comparables et font ainsi système. Enfin pour terminer le deuxième paragraphe, la monnaie permet une forme de synergie sociale, de coopération et la « force » d’une communauté dépasse largement la somme des actions individuelles de chacun de ses membres. Le troisième paragraphe se penche sur les différents niveaux d’abstraction qui traversent la monnaie. Son importance sociale change selon le niveau et, sans limiter la monnaie aux trois fonctions et au moyen de paiement, la grille d’analyse pour démontrer la « part » ténue de l’appropriable dans la monnaie et sa survalorisation dans nos économies contemporaines, repose sur ces quatre éléments. Cependant, pour éviter tout défaut d’interprétation nous aborderons ce travail par un paragraphe liminaire. Il situe le contexte socioéconomique et pour présenter succinctement le concept de commun.

# Le cadre conceptuel : le contexte et le commun

L’économie politique nourrie par l’histoire, la sociologie, l’anthropologie et la philosophie fournit le cadre théorique à la discussion engagée. Ces approches n’attachent pas la même importance aux objets qu’elles étudient et, même si elles partagent les mêmes vocables, la signification des concepts change parfois. Pour stabiliser le socle analytique retenu, ce paragraphe liminaire présente le cadre conceptuel dans lequel la monnaie prend corps et le point central ayant trait à la division sociale du travail. La DST représente une mutation sociale « totale », elle se distingue radicalement des sociétés ou l’autosubsistance domine et la spécialisation poussée nécessite des transactions de biens entre les agents.

*Le modèle*. Les sociétés où dominait l’autosubsistance ont disparu progressivement au cours du XX et le début du XXI élimine les dernières unités organisées sur ce modèle. En général, dans un système autosubsistant, les structures sociales assurent aux foyers, aux clans, etc., les ressources nécessaires aux unités de production pour s’approvisionner en biens jugés fondamentaux. Les biens alimentaires tiennent à ce titre une place fondamentale (Salhins, 1976), (Clifton, 1970). Les foyers cherchent à produire pour satisfaire tous leurs besoins, sans que les quantités n’excèdent les besoins. En revanche tout est fait pour produire la totalité du minimum de ces besoins (Sahlins, 1976). Dans ce contexte ne pas dépendre d’une entité extérieure à l’unité de productions pour assurer l’approvisionnement représente un objectif de tout premier ordre. Ce point focal guide les stratégies et les institutions définissent un corpus de représentations idoines. Les agents produisent pour satisfaire directement leurs besoins, sachant que la notion de besoin est définie par la société et non par une instance extérieure. Cependant, que l’autosubsistance soit un objectif de production dominant (Alary, 2009) n’exclut pas obligatoirement les échanges des biens. Les agents échangent certains biens, généralement spécifiques mais la production de ces derniers n’entre pas (ou peu) en concurrence avec la production de biens directement destinés au foyer. Par rapport à ce mode d’organisation des échanges, le mobile de gain occupe une place ténue et, en dehors de la réciprocité négative (Salhins, 1976), il guide marginalement les logiques d’échanges. Au contraire, ces dernières reposent sur de tous autres principes comme le montrent Polanyi (2011), Malinowsiky (1963), Mauss (2002) ou encore Tchayanov (1990). Les sociétés où l’autosubsistance occupe une place centrale sont fondés sur la paysannerie, elle représente plus ou moins directement l’essentiel voire la totalité des actifs. Ainsi, la fonction sociale des échanges de biens, ne touche que très peu l’approvisionnement en biens alimentaires. L’échange ne constitue pas un élément de survie pour les foyers et les institutions, la monnaie par exemple, sont conçues à dessein.

La mutation évoquée supra touche directement le développement des échanges et avec eux les mécanismes de DST. Les questions posées par ladite mutation préoccupaient les auteurs classiques : Quesnay, Smith, Ricardo et Marx par exemple, dans la mesure où ils observaient la généralisation des transactions en question. Les transactions déterminent progressivement le nouvel ordre social et elles permettent d’écouler les excédents de production. En même temps, elles assurent l’approvisionnement en biens que les foyers ne produisent pas ou plus. Les échanges des biens occupent alors la place vitale que la logique autosubsistante occupait alors. Ils approvisionnent en biens alimentaires nécessaires à la survie des foyers. Ce point constitue un des éléments essentiels de la mutation. Dans le premier modèle idéo typique l’essentiel des foyers produit leur nourriture et à ce titre ne dépend d’aucune entité extérieure. Dans le second modèle ils doivent échanger des biens pour se procurer la nourriture en retour. L’importance des transactions de biens en explique certainement la gestion  « politique », qu’elle relève de mécanismes de redistribution comme le montre l’exemple de l’Egypte ancienne (Maucourant 1991), qu’elles prennent des formes de « commerces » à Athènes pendant l’Antiquité (Polanyi 2011) ou encore qu’elles s’inscrivent dans un environnement socialiste ou capitaliste. En effet, malgré la grande diversité des architectures institutionnelles de modèles socialistes (Dreyfus 2000) ou capitalistes (Boyer 2004), (Amable 2005), les transferts sont vitaux. Les flux sont déterminés par une organisation planifiée dans le cadre d’une organisation socialiste et sur un dosage de planification et de marchés concurrentiels dans le second système[[3]](#footnote-3). Le dosage change beaucoup d’un pays à l’autre et d’une période à l’autre et, en Europe par exemple, la planification jouait un rôle central pendant les 30 glorieuses. À partir du début des années 80, elle passe de mode et les États organisent l’espace des transactions de biens selon les principes des marchés concurrentiels (Dardot, Laval 2009). Lesdits principes s’étendent à un spectre de plus en plus large de relations sociales, la santé (Batifoulier, 2014), l’université, etc., sans oublier le salariat. Cependant, quelle que soit la proportion de l’un ou de l’autre, les conditions d’existence du capitalisme, tel le salariat, le marché de la terre, la monnaie (des biens fictifs (Polanyi, 1996)), la définition des droits de propriété, etc., doivent être créées. Notre attention se porte sur le dernier type de société et nous pensons que la monnaie contemporaine est nécessaire au fonctionnement d’un système capitaliste dans la mesure où elle conditionne le processus généralisé de transfert de biens. Or ce dernier est nécessaire à la mutation sociale évoquée supra (DST). Pour toutes les raisons démontrées par l’institutionnalisme monétaire, la monnaie permet aux échanges de devenir essentiels dans un modèle social, mais son importance repose également sur son appartenance au commun.

*Remarques*. Notre travail ne contredit pas tous les travaux démontrant l’essentialité de la monnaie dans une économie marchande, au contraire il s’en nourrit largement. En revanche, il ne se situe pas au même niveau d’abstraction. Il considère « l’économie de marché » comme un élément du capitalisme, à l’égal de la planification par exemple. Par ailleurs nous adhérons totalement aux théories de l’universalité du phénomène monétaire (Servet, Théret, Yldirim, 2007). Le phénomène monétaire dépasse largement les organisations politiques pour lesquelles la division sociale du travail est importante. Les sociétés où l’autosubsistance joue un rôle central disposaient également de monnaie mais elles validaient d’autres relations sociales (cf. De Coppet 1998 ou Malamoud 1998). Quoi qu’il en soit, la monnaie constitue toujours un élément du commun.

*Le concept de commun*. Nous situons la monnaie dans l’espace des institutions nécessaires à toute organisation sociale. Nous pensons également qu’elle appartient aux communs tels que définis par Dardot, Laval 2014 et Negri, Hart 2012 dans une moindre mesure. Pierre Dardot et Christian Laval commencent leurs réflexions théoriques et conceptuelles par une « archéologie du commun » dont nous retraçons rapidement les grandes lignes.

Etymologiquement, commun provient de munus. Ce terme désigne un phénomène social apparenté à l’idée « de prestation et de contre prestations qui concernent des honneurs et des avantages attachés à une charge » …« cependant le munus n’est pas pour autant réductible à une exigence formelle de réciprocité. Sa singularité réside dans le caractère collectif et souvent politique de la charge … » (Dardot Laval 2014 p. 22). Le système de relations que traduit ce vocable prend sens dans l’espace communautaire et non interindividuel, et cette dimension constitue le premier point de la définition. À ce premier point, inscrit dans le champ politique, se greffe l’idée d’activité : « On tirera ici cette conséquence que le terme de commun est particulièrement apte à désigner le principe politique de co-ogligation pour tous ceux qui sont engagés dans une même activité » (Dardot Laval 2014, p 23). La co-obligation entre agents dépend de leur activité et, parce qu’ils exercent les mêmes activités, ils sont liés. Le commun dépend de liens spécifiques aux membres d’un espace politique mais ils ne sont pas définis indépendamment de l’activité. Cela n’exclut pas d’autres formes d’appartenances à la communauté mais pour comprendre le commun l’activité partagée joue un rôle central. Cependant, partager une activité ne prend pas corps en apesanteur. Le partage implique des représentations communes : « ce n’est pas, comme dans le cas du bétail, paître au même endroit, ce n’est pas non plus tout mettre en commun, c’est mettre en commun des paroles et des pensées, c’est produire, par la délibération et la législation, des mœurs semblables et des règles de vie s’appliquant à tous ceux qui poursuivent une même fin » (Dardot-Laval 2014, p. 23). La dimension politique évoquée supra revient en force et les humains «s’engagent dans une même tâche et produisent, en agissant ainsi, des normes morales et juridiques qui règlent leurs actions » (Dardot-Laval 2014, p. 23). Le commun s’adosse à des valeurs, à des croyances, à des institutions, etc. qui donnent un sens partagé aux pratiques communes et la communauté fait système parce que le sens est partagé. Paître au même endroit n’implique pas un « système » à l’origine de l’unité, le bétail est facilement séparé par le loup, en revanche le système aurait protégé le bétail du loup.

Le « commun fait de la pratique de mise en commun la condition même de tout commun, dans ses dimensions affectives et normatives » (Dardot-laval 2014, p. 24). Cette vision se détache des conceptions essentialistes du commun. Le commun ne trouve pas ses fondements dans les besoins vitaux essentiels à l’humanité ni dans l’idée de coexistence sociale naturelle chez les humains. Le commun est une construction sociale mais l’appartenance à la catégorie du commun n’exclut pas les biens vitaux. Dès lors, le commun n’est pas une chose matérielle offerte aux désirs du sujet, que les formes de propriétés soient publiques ou privées, il est inappropriable par « essence ». En d’autres termes le commun n’est pas « extérieur à l’humain », le commun construit des liens partagés par les agents d’une communauté et s’approprier un lien social pose de nombreuses difficultés conceptuelles. Le langage, la morale, la manière d’organiser la production, etc. sont-ils appropriables ? Cependant, qu’affecter le commun à un type d’agent soit formellement impossible, n’interdit pas les tentatives d’appropriation par des stratégies institutionnelles. La finance n’existe et ne produit des fruits que dans l’espace social (Hardt-Negri 2012). Or les institutions contemporaines nient cette dimension au profit de la difficile construction d’une « appropriabilté » par des agents privés. Les architectures institutionnelles contemporaines, néolibérales, survalorisent l’appropriation, elles assurent au propriétaire le contrôle et la maitrise d’un élément nécessaire à l’organisation sociale et cette dynamique se traduit par une captation du pouvoir (économique, politique, etc .) au profit des possédants.

Les analyses succinctement présentées nous permettent d’identifier un concept de commun opératoire destiné à mieux comprendre la monnaie. Le commun est pensé comme une co-activité et non comme co-appartenance, co-possession, co-propriété. Ces activités, des pratiques partagées, constituent un lien fondamental pour une entité sociale. Le commun est le fruit d’un processus institutionnel adossé à des valeurs, des croyances, etc., et il prend corps dans un espace politique. Ce dernier est central, il constitue le creuset où se mettent en place tous les liens nécessaires aux pratiques communes. De plus le commun est institué et instituant, il permet des pratiques et les pratiques valident le système social.

# La monnaie : un commun

En tant que commun la monnaie n’est pas extérieure à l’humain. La monnaie appartient à l’espace des valeurs, des représentations en partage nécessaires à la vie sociale. Toutes communautés reposent sur le commun et en son absence les individus ne peuvent pas fonctionner ensemble. La confrontation de « cultures » traduit ce problème comme le montrent les exemples des périodes coloniales. Les colons et les colonisées ne disposaient pas d’un commun suffisant, ils ne possédaient pas les mêmes priorités, les mêmes objectifs, les mêmes représentations du juste, de la richesse, etc. et leurs actions n’étaient pas conciliables. Les colonisés refusaient le modèle colonial, la production pour les marchés par exemple et les châtiments corporels, les exactions, les crimes furent employés pour imposer le nouveau commun. Pour changer ce qui n’était pas extérieur aux individus, créer une nouvelle intériorité, les colons usèrent d’une extrême violence, parfois illimité comme le décrivent Challaye (2003), Conan Dolye (2005) et Gide (1992). La monnaie se loge dans les processus les plus intimes de la socialisation à qui elle donne corps en même temps. Même s’ils n’épuisent pas le sujet, trois niveaux de représentations, que matérialise la monnaie, sont à l’origine d’un modèle économique et social basé sur la DST : la relation dette-droit, la norme homogénéisant les activités de production et l’importance de la coopération.

* 1. **Dette de la société et droit sur la société.**

Dans une société où la DST joue un rôle important de fortes interdépendances existent entre les individus. Cette assertion ne traduit pas l’absence d’interdépendances dans les autres sociétés, elle met simplement l’accent sur un type particulier d’interdépendances. Pour écouler les biens qu’ils produisent en quantité supérieure à leurs besoins les producteurs dépendent des consommateurs et, à leur tour, ces derniers dépendent des premiers pour satisfaire leurs besoins. Le transfert de biens, le marché dans les économies capitalistes plus ou moins combinés aux programmes de planification, assure cette fonction. Le développement rapide des transferts de bien interpellait les auteurs classiques et constituait un objet central de leurs analyses. Ils tentaient d’identifier des principes théoriques pour déterminer les bases des échanges, en fonction de quels principes une quantité de biens X était équivalente à une quantité de biens Y afin de procéder à l’échange[[4]](#footnote-4). En d’autres termes, dans quelles mesures le travail effectué par sujet spécialisé dans un secteur, par le truchement des biens, sera équivalent au travail effectué par les autres afin de déterminer les quantités transférées entre les deux parties. Cette question ne se pose pas dans un système autosubsistant et la réponse fut trouvée dans le concept de valeur travail. Les biens renferment une valeur liée au travail nécessaire à la production et s’échangent sur les bases de cette valeur. Des travaux contemporains (Orléan 2011) contestent la théorie de la valeur (travail ou marginale), des discussions scientifiques s’engagent (Harribey 2011) et, sans entrer dans le débat, la théorie de la valeur ne nous semble pas réellement opératoire. Certes le travail n’en demeure pas moins à l’origine de toutes productions mais les ressources monétaires des sujets dépendent-elles de productions ayant une valeur (travail ou marginale) ou d’arrangements institutionnels dépassant largement des quantités de travail ? Sans monnaie pourrait-on réellement généraliser les transferts de biens pour organiser la société selon le modèle de la DST ? Cela nous semble pour le moins difficile et, parce qu’elle permet d’estimer (unité de compte) la part de chacun dans un processus de production, socialement et politiquement construit, la monnaie permet la généralisation des logiques de DST. Les liens entre la part et le travail sont parfois ténus, elle dépend de compromis sociaux, de rapports de forces, de lois, de synergies complexes (coopération, structure organisée, etc.) mais elle s’exprime dans une norme monétaire qui « lisse » ce processus social complexe : «La monnaie mobilise la puissance de l’esprit sans effort conceptuel » selon K. Polanyi (2011) dans la mesure où elle offre une représentation homogène d’actes sociaux de production extrêmement hétérogènes. La monnaie permet le dépassement du singulier (Simmel, 1987) et la part des uns dispose d’un sens par rapport à celle des autres. Le sens collectif de cette part est central, elle doit être reconnue dans la sphère sociale pour être acceptée et fournir en retour la nourriture que pourvoyait l’autosubsistance. Sans cette part monétaire, ou en l’absence d’un système planifié socialiste, ou encore de redistribution au sens de Malinowski (1963), etc, les agents ne franchiraient pas le seuil de la DST. La monnaie, parce qu’elle est partagée au sein d’une société, joue un rôle central, elle permet des pratiques nécessaires au fonctionnement du système et plus particulièrement le double processus suivant. D’une part, un agent possédant la monnaie prouve qu’il a déjà livré à la société un bien ou un service qu’elle reconnaît (le crédit ne traduit pas exactement ce cas mais la logique ne change pas fondamentalement). La société dispose alors d’une dette envers l’agent et elle reconnaît cette dette en monnaie. Dès lors, à tout moment l’agent pourra faire valider sa dette et obtenir ce que les autres produisent. Détenir de la monnaie se traduit par une dette de la société envers le détenteur et elle lui offre un droit sur la production des autres : "*La détention de monnaie confère à son propriétaire un droit indifférencié sur la société dans son ensemble. Ce droit l'autorise à acquérir les marchandises de tous les producteurs... Posséder de la monnaie signifie détenir une créance sur la société toute entière puisque tout argent n'est qu'une assignation sur la société*"(ORLEAN, 1998, pg.364),



1. La monnaie un lien social au cœur des pratiques d’une société où la DST est généralisée

Parce qu’elle est reconnue, partagée par les membres d’une communauté la monnaie permet ce double mouvement dette/droit et constitue un lien social fondamental pour écouler la production excédentaire et assurer l’approvisionnement. Le lien permet de remettre la survie de chacun aux mains des autres et assure ainsi la pérennité du système, sa continuité dans le temps. Adossée au mobile de faim (Polanyi 2011), elle reconstitue en permanence les dettes de la société et les droits des individus. De plus, La monnaie apparaît comme une réalité sociale quantitative, "*lien social quantitatif"* (CARTELIER, 1996, p. 46). Le terme quantitatif signifie : d’une part l’intensité des liens, plus l’agent dispose de monnaie, plus il dispose de liens sociaux. D’autre part, ces derniers traduisent des quantités de biens ou de services. Or derrière les quantités de biens se cachent les éléments nécessaires à la reproduction matérielle des agents et ainsi la possibilité de la faire reposer sur des transactions de biens. Certes ce type de relations n’est pas désencastré, bien au contraire elle dépend des autres institutions comme le cadre légal par exemple. La loi joue un rôle fondamental en prohibant et condamnant le faux-monnayage. Sans cette condition le système étudié ne fonctionnerait pas. Le faussaire dispose d’un droit sur la production des autres sans avoir « acquis » une dette auparavant. Ainsi grâce à la fausse monnaie il peut consommer sans produire, généraliser ce type de relation reviendrait à assécher toute forme d’approvisionnement et rompre avec les principes de la DST. Elle dépend aussi d’un ensemble de valeurs plus ou moins formelles à l’origine des représentations communes des membres de la société. La monnaie traduit la dette de la société envers son possesseur et la possession représente ce que la société estime devoir à l’individu. Ce qu’estime devoir la société traduit les compromis sociaux évoqués supra et cette notion change selon les périodes. Par exemple, la part des salaires des cadres dirigeants a cru depuis la fin des Trente Glorieuses (Dumenil, Levy, 2011). Cette situation est le fruit de nouveaux rapports de forces mais aussi d’une recomposition des notions d’équité. L’accroissement des inégalités de salaires, des droits de certains, est globalement perçu comme équitable. Le discours sur le mérite individuel valide les représentations contemporaines et fait accepté que l’activité de certains ouvre peu de droits sur la production des autres (elle offre peu de liens sociaux quantitatifs) contrairement à l’activité de certains autres (les dirigeants). La possession de monnaie, parce qu’elle traduit le mérite légitime, ne pose pas réellement de problème et permet le fonctionnement d’un type de système. Cependant cette légitimité prend également appui sur d’autres valeurs, la condamnation du vol par exemple. Pour ne pas commettre cet acte réprimé les agents auto-limitent leurs consommations à concurrence de leurs ressources monétaires. Les dépasser signifie voler et ainsi sans aucune injonction sur des quantités, chacun détermine la quantité à laquelle il a droit. Nul n’a besoin de définir, dans l’espace politique, des droits individuels à certains biens (des quantités de pains par individu, de viande, etc.). L’accès aux productions des autres repose sur le mérite individuel et l’outrepasser revient à violer d’autres valeurs (le vol). Ainsi, parce que les représentations naturalisent la propriété privée (le vol), le mérité individuel, pacifiquement, la monnaie fixe le niveau des droits de chacun et les transferts de biens qui leur sont liés dans un environnement où la conflictualité est limitée. Cette pacification des transferts de biens que permet la monnaie dans un environnement institutionnel précis est fondamentale à la DST. Or que les transferts de biens soient pacifiques n’a rien d’évident dans une perspective historique ou anthropologique (Salhins, 1976).

* 1. **La norme d’évaluation : une représentation partagée**

Par le truchement du mécanisme dette/droit, la monnaie permet la mise en place de liens sociaux essentiels, nécessaires aux dynamiques de la DST. La « quantité de liens » (cf. supra) définit le niveau de la dette et du droit mais ne prend pas corps en apesanteur. Elle repose sur un autre niveau de représentation : l’unité de compte[[5]](#footnote-5). L’unité monétaire, élément du langage monétaire (Orléan 1991), a un sens pour l’individu dans la mesure où il a également un sens pour les autres membres de la communauté. Ce sens partagé établi des éléments de comparaison pour échanger le fruit d’activités individuelles ou collectives très hétérogènes. Or si ces dernières n’étaient pas commensurables en une norme homogène la généralisation des transferts seraient impossibles[[6]](#footnote-6). En effet dans une société où les agents produisent des biens spécifiques qu’ils écoulent sur les marchés ils doivent sommer un ensemble de facteurs de production pour les comparer aux recettes. Pour fabriquer du pain par exemple, comment mettre en relief des tonnes de bois pour chauffer le four, des kg de farine, des litres d’eau, des kg de levure, des kg de sel, des heures de travail, des kw/h, etc. (les facteurs de production),  et des baguettes (la recette) ? Ou bien encore comment additionner 2 poires, 3 pommes, 4 oranges et 5 kiwis ? L’opération est impossible en tant que telle. Cependant, si une norme d’évaluation homogène est établie (le fruit), l’opération devient alors possible et nous avons 14 fruits. L’unité de compte monétaire est l’équivalent du fruit pour l’ensemble des biens et des services qui circulent et l’importance de l’unité de compte (commun) se loge au cœur des compromis politiques. En effet, que le fruit de la production (le pain) et les éléments nécessaires à la production (facteurs de production) s’expriment dans une norme homogène permet la traduction en coûts et en recettes et, la distance entre les deux, traduite dans le même langage, en déficits ou de profits. Dans ce contexte, le déficit entraîne la disparition du système de production contrairement au profit qui en garantit la prospérité. Le compromis politique se noue dans la recherche du profit. D’une part il permet la marchandisation de marchandises fictives (Polanyi 1996). Le travail devient une marchandise avec un coût au même titre que la farine ou le kw/h. Il n’en reste pas moins une marchandise singulière, fruit des conditions juridiques et institutionnelles spécifiques (Boyer, 1995). La marchandise travail, ou l’usage du travail salarié est lié à l’existence des travailleurs, et limiter ce coût dépend du rapport salarial (Boyer 1995), de la dynamique entre profit et salaire. Que ces deux variables aient une expression finale commune (monétaire) les met en concurrence et la recherche de profits conduit à diminuer tous les coûts. La représentation homogène de la production et de tous les éléments lui étant nécessaires est fondamentale aux modes d’organisation socio-économique contemporains. Pour organiser la concurrence, le modèle néolibéral (Bardot-Laval 2009) met en compétitions tous les facteurs de production, parce qu’ils sont comparables. Il étend également la logique de marchandisation à un panel de plus en plus étendu d’actes sociaux, la santé par exemple comme le montre Batifoulier (2014).

Ainsi grâce à l’unité de compte le mobile de gain (Polanyi 2011) devient conceptuellement possible et ainsi opératoire. Le mobile de gain est un principe politique, il aiguillonne les stratégies de production et permet de dépasser le rapport aux biens cher aux théories classiques et néoclassiques. Le profit devient un but en soi, la monnaie permet de se le représenter et l’incarne et elle est recherchée pour elle-même. Elle constitue un objet de désir (Yuran, 2014) à partir duquel s’organise le modèle de production et de valorisation sociale. Certes, les biens sont toujours recherchés mais ce n’est pas cette recherche qui guide l’organisation des activités sociales de production.

* 1. **La monnaie, le commun et la coopération**

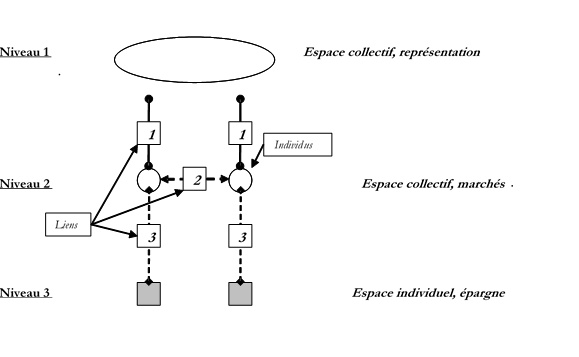
La monnaie assure des liens forts entre les individus pour faire société, la représentation monétaire offre une vision homogène des actes de production et permet ainsi de définir des objectifs centraux (la concurrence, le profit). Ces derniers orientent les rapports sociaux de production pour assurer la coopération (contrainte ou voulue) nécessaire au fonctionnement du système. Des sujets dévoués à la production de quelques biens destinés aux marchés doivent coopérer avec les consommateurs dont la survie dépend précisément des transferts. La monnaie, parce qu’elle appartient à la catégorie des communs, permet des mécanismes de coopération.

A effectifs constants, des individus coopérant produisent davantage qu’une somme d’individus isolés. La coopération est irréductible, 100 personnes peuvent soulever individuellement une pierre de cinquante kg, soit cinq tonnes de cailloux, mais un menhir de cinq tonnes ne peut être soulevé sans coopération. Les actions doivent être coordonnées, articulées, complémentaires et à cette condition la synergie des forces individuelles organisées érige le mégalithe. Si les actions individuelles ne sont pas cordonnées l’action échoue même si une partie redouble de force. Il en de même pour les sports collectifs, une équipe de très bons joueurs animés par des stratégies individuelles et peu coopératives n’exprimeront pas leurs talents et risque fort de perdre face à une équipe constituée de joueurs moyens mais coopératifs. De nombreux adages populaires traduisent le caractère non linéaire des stratégies de coopération « l’union fait la force, etc. » et la synergie entre les travailleurs dans un système capitaliste n’échappe pas à ce phénomène. Le processus de production de richesses est avant tout collectif. Dans ce contexte, déterminer la part de richesse produite en fonction des agents dépend d’un processus social extérieur à tout phénomène naturel (les logiques de valeur citées supra). Les modalités d’affectation de la richesse s’expliquent par des normes, des conventions, le droit du travail, une représentation du mérite, la survalorisation du rôle de l’investisseur (le possédant, l’homme aux écus selon les termes de Marx). En fonction des rapports de forces, elles répartissent la richesse créée par la coopération à des individus plutôt qu’à d’autres : « le capitaliste paie la valeur de cent forces de travail autonomes, mais ne paies pas la force de travail combinée des cents » (Negri p 216). En d’autres termes, l’organisation capitaliste demande une action coordonnée et un profit partagé, or comme nous venons de le voir la coopération n’a rien de spontané (cf. Marx), elle procède d’une organisation sociale de la présence de communs. Deux éléments directement liés à la monnaie illustrent cette assertion. Dans les économies contemporaines la DST devient de plus en plus une division internationale du travail. Le caractère impersonnel de la monnaie (droit indifférencié et impersonnel cf. § 2.1) permet une synergie entre le producteur de mouton néo-zélandais par exemple et les consommateurs : saoudiens, chinois, ou belges. La synergie en question se traduit par une mise en concurrence de tous les producteurs au grand bénéfice des consommateurs comme le soutiennent les partisans de ce mode d’organisation. Produire une vision alternative ne constitue pas l’objet de ce travail, nous analysons simplement, pour approfondir les logiques de DST, l’importance de la monnaie. Elle met en relation des agents très différents mais ayant en commun un mode d’organisation économique, une logique de production et des normes d’évaluations de leur travail (coûts/avantages). Ils coopèrent au sein d’une organisation sociale, assurent ainsi leur reproduction sociale et produisent des profits. Le second élément, s’appuie sur la démonstration précédente liée au modèle néolibéral. Malgré la diversité des modèles de capitalismes néolibéraux, le profit oriente le type de rapport de production. Parce que chacun recherche le profit sous forme monétaire, *id est* remobilisable dans la sphère sociale, les stratégies individuelles sont façonnées et la coopération est imposée. Un individu refusant la coopération est exclu parce qu’il ne participe pas suffisamment à la dynamique de profit. La norme monétaire permet une représentation de l’espace économique nécessaire à l’idée de profit. Ensuite il guide les stratégies et impose une coopération pour le « maximiser » ou tout au moins ne pas faire de déficit. La monnaie permet la coopération et il est étrange qu’elle n’ait une place ténue dans le système politique néolibéral contemporain. A l’opposé, la place de la concurrence est centrale, elle est naturalisée et jugée nécessaire pour stimuler les agents et atteindre l’efficacité sociale maximale. L’importance de la concurrence est survalorisée contrairement à la sous valorisation de la coopération. En revanche toutes deux s’inscrivent dans le cadre de pratiques adossées à des communs, dont le commun monétaire.

# Le commun et son appropriation : les quatre fonctions de la monnaie

La monnaie est une « pratique » et se trouve au cœur de pratiques à l’origine du modèle décrit : capitaliste/DST. Le commun monnaie occupe donc une place fondamentale dans ce système et se l’approprier, du point de vue de propriété publique ou privé, semble incongru. A qui l’unité de compte, l’intermédiaire d’échange appartiennent-elles par exemple ? Dardot-Laval (2014) insistent sur le caractère avant tout inappropriable du commun. Cependant, ils démontrent en même temps les processus institutionnels par lesquels un fragment de commun peut tomber dans l’escarcelle « propriété » et comment le propriétaire du fragment prend en otage le commun pour dominer tous ceux qui en dépendent. Nous ne réduisons pas la monnaie aux trois fonctions telles que conçues dans l’approche instrumentale et observées sous un autre angle les trois fonctions dépassent largement le cadre instrumental. Elles permettent de construire une théorie institutionnelle de la monnaie. Ainsi, à partir d’une grille de lecture organisée autour de l’unité de compte, l’intermédiaire de change, la réserve de valeur, auxquelles nous ajoutons le moyen de paiement, nous analyserons les relations présentées dans le deuxième paragraphe pour démontrer l’inappropriable de la monnaie et son petit fragment marginal d’appropriable.

Trois niveaux d’abstractions sont clairement identifiables dans la monnaie. Le premier, l’unité de compte, en haut de la hiérarchie, s’inscrit dans le champ des représentations. Il permet aux membres d’une communauté de se représenter des actes sociaux, de les comparer, de les mesurer, etc. Ce niveau n’a de sens que collectif et parce qu’il a une signification partagée par les membres de la communauté, il dispose d’une signification individuelle. L’unité de compte s’inscrit dans un processus d’apprentissage. Le second niveau, l’intermédiaire d’échange et le moyen de paiement, repose sur des relations entre agents. Même si ces deux fonctions dépendent de la première, d’une part elles assurent un type de relation entre deux agents ou groupes d’agents et d’autre part, en circulant elles permettent d’autres flux. Derrière ce niveau se trame un espace de circulation. D’un côté, il repose sur le tandem intermédiaire d’échange et marchandises. Selon la position de l’acteur : soit l’intermédiaire d’échange permet d’obtenir la marchandise, soit la marchandise permet d’obtenir la monnaie. Ces deux configurations sont intimement liées dans le système économique étudié. D’un autre côté, le moyen des paiements éteint les dettes qu’entraine le transfert de marchandise. Le dernier niveau d’abstraction, la réserve de valeur, s’articule à la sphère privée, à de l’espace appropriable. Retirée de l’espace de circulation, mise en réserve, la monnaie appartient à son détenteur, elle est sa propriété.



1. Les différents niveaux d’abstraction de la monnaie

Le graphe montre clairement la place tenue qu’occupe l’appropriable dans le phénomène monétaire. D’une part le sens de la réserve de valeur pour un individu provient de la capacité à se mobiliser rapidement (la liquidité) dans le second espace. L’objet de convoitise que représente la réserve de valeur repose uniquement sur la possibilité de la mobiliser comme intermédiaire d’échange ou moyen de paiement. La réserve de valeur appropriable par les individus n’aurait aucun sens sans le second espace. En revanche, le second peut exister même dans un contexte ou la réserve de valeur n’en est pas réellement une, où la propriété ainsi accumulée disparaît. De nombreux cas d’inflations, dans certaines limites, montrent qu’une monnaie occupe pleinement les fonctions inscrites dans le second espace sans être une réserve de valeur, où à très court terme. Pour leurs achats les agents utilisent la monnaie et thésaurisent en biens. Ce cas traduit la transformation des représentations dans le premier espace (l’unité de compte) et montre les articulations qu’il existe entre les trois niveaux. Quoi qu’il en soit, les deux premiers niveaux ne sont pas appropriables mais permettent une organisation sociale ou la DST joue un rôle fondamental. Ces niveaux constituent le commun. La réserve de valeur, l’appropriable, n’est pas indispensable, elle se substitue aisément et une mauvaise réserve de valeur ne remet pas obligatoirement en cause les principes de fonctionnement de la société étudiée. Les Trente Glorieuses illustrent cette assertion. Les niveaux d’inflation détruisaient la propriété monétaire, les institutions ne mettaient pas l’accent sur la protection du propriétaire et ont provoqué la « mort du rentier » selon les termes de Keynes. La situation a évolué et les organisations sociales contemporaines, influencées par la doctrine néolibérale, se dotent d’institutions protégeant les possédants. La stabilité des prix comme premier objectif de la BCE et l’impossibilité de monétiser les dettes souveraines traduit clairement la « sacralisation » de la propriété privée. La dette souveraine constitue un lieu de placement pour les propriétaires de monnaie et la stabilité des prix limite la dépréciation de la propriété monétaire. Cette nouvelle architecture institutionnelle se traduit par un creusement des inégalités (Dumenil-Levy, 2011) (Piketty 2013) dans la mesure où le travail est devenu la variable d’ajustement.

**Conclusion**

Le commun n’est pas extérieur à l’humain, il n’est pas un objet de convoitise destiné à satisfaire un besoin individuel. Le commun est nécessaire à l’organisation sociale et se traduit par des pratiques dont il dépend en même temps. En d’autres termes l’essentiel du commun repose sur des représentations partagées pas les membres d’une communauté et, parce qu’elles sont en partage, les agents disposent de codes compatibles pour vivre ensemble et en synergie. Le caractère inappropriable du commun semble évident même si des logiques institutionnelles d’appropriation se remarquent. La maitrise du commun par les mécanismes d’appropriations offre possesseur un droit remarquable sur les membres de la société. La monnaie appartient à l’espace du commun car elle se résume avant tout à une représentation nécessaire à l’organisation sociale dans une société où la division sociale du travail est poussée. La monnaie quantifie selon une norme homogène les activités de productions extrêmement hétérogènes dans lesquelles interviennent du travail, du capital, des biens, etc. Elle les rend commensurable et donne un sens à l’idée du profit, fondamental pour une économie capitaliste. Cependant, même si l’essentiel de la monnaie se noue dans les représentations, les sociétés contemporaines s’organisent autour de la propriété privée et survalorisent la fonction de réserve de valeur. Or cette dernière n’est pas fondamentale au phénomène monétaire, elle se remplace facilement par un actif liquide, mais tout est fait pour protéger le détenteur de réserve de valeur. Cette configuration marque notre période mais elle ne prévalait pas pendant les Trente Glorieuses par exemple, et elle donne aux possédants une puissance économique qui détermine les orientations politiques.

**Bibliographie**

AGLIETTA, M., ORLEAN, A. (1998). La monnaie souveraine, Paris, Odile Jacob.

ALARY, P., (2009). La genèse de la monnaie : les théories économiques face aux enseignements de l’anthropologie et de l’histoire . Cahiers d’économie politique, n°56, pp. 129-149.

AMABLE, B., (2005). Les cinq capitalismes. Coll. Economie humaine, éd. du Seuil.

BATIFOULIER, P., (2014) Capital santé, Quand le patient devient client, La Découverte.

BOYER, R. (2004). Théorie de la Régulation, les fondamentaux. Paris, La Découverte.

BOYER, R., (2004). Une théorie du capitalisme est-elle possible ? Odile Jacob. Paris

BOYER, R., ( 1995). Vingt ans de recherches sur le rapport salarial, un bilan succinct. In Théorie de la régulation, l’état des savoirs. Boyer Robert, Saillard Yves (dir). La découverte.

CARTELIER, J. (1996). La Monnaie. Paris, Flammarion.

CHALLAYE, F. (2003). Le livre noir du colonialisme. Paris, Les Nuits Rouges.

CONAN DOYLE, A. (2005). Le crime du Congo belge. Paris, Les Nuits Rouges.

DARDOT, P., LAVAL C., (2009). La nouvelle raison du monde. Essai sur la société néolibérale, Paris, La Découverte, 497 p.

DARDOT, P., LAVAL C., (2014). Commun. Essai sur la révolution au XXIè siècle. Paris, La Découverte, 585 p.

DE COPPET, D. (1998). Une monnaie pour une communauté malésienne comparée à la notre pour l'individu des sociétés européennes. La monnaie souveraine. M. AGLIETTA, ORLEAN, A.,. Paris, Odile Jacob: 160-210.

DUMENIL, G., LEVY, D., (2011). The Crisis of Neoliberalism, Harvard University Press, Cambridge, Massachussetts, London, England

DREYFUS, M., (Dir.) 2000 . Le siècle des communismes. L’Harmattan

GIDE, A. (1992). Voyage au Congo, Gallimard.

HARRIBEY, J.M., (2011). La valeur, ni en surplomb, ni hors-sol. http://regulation.revues.org/9483

HARDT, M., NEGRI, A., (2012). Commonwealth. Col. Essais, Ed. Folio. Paris.

MALAMOUD, C. (1998). Le paiement des actes rituels dans l'inde védique. La monnaie souveraine. M. AGLIETTA, ORLEAN, A.,. Paris, Odile Jacob: 34-52.

MALINOWSKI, B. (1963). Les Argonautes du Pacifique occidental. Paris, Galimard.

MAUCOURANT J., (1991). La question de la monnaie en Egypte ancienne. Revue du MAUSS n°13, pp.155-164.

MAUSS, M. (2002). "Essai sur le Don. Forme et raison de l'échange dans les sociétés archaïques." Article originalement publié dans l'Année de la Sociologie, seconde série, 1923-1924: 106.

ORLEAN, A. (2011). L’empire de la valeur, Refonder l’économie, Paris, Seuil.

ORLEAN, A. (2002). La monnaie contre la marchandise, L'Homme, n°162, avril-juin, 27-48

ORLEAN, A. (2002). La Monnaie, Opérateur de Totalisation. Journal des Anthropologues 90-91: 331-352.

ORLEAN, A. (1998). La monnaie autoréférentielle : réflexion sur les évolutions monétaires contemporaines. La Monnaie Souveraine. M. AGLIETTA, ORLEAN, A.,. Paris, Odile Jacob: 359-386. ORLEAN, A. (1991). "L'origine de la Monnaie." Revue du MAUSS 14: 126-152.

Piketty, T., (2103). Le capital au 21è siècle. Ed. Seuil. Paris.

POLANYI, K. (1996). La Grande Transformation. Paris, Gallimard.

POLANYI, K., (2011). La subsistance de l'homme, la place de l'économie dans l'histoire et la société. Paris Gallimard.

RAMAUX, C., (2012). L’État social, pour sortir du chaos néolibéral/ Paris : Fayard/Mille et une nuits, coll/ « Essais », 472 p.

SERVET, JM., THERET, B., YILDIRIM, Z., (2007). Universalité de fait monétaire et pluralité des monnaies, de la confrontation coloniale à la rencontre des sciences sociales. In Argent des anthropologues, monnaies des économies, BAZIN, L., OULD-AHMED, P., (dir.).

SIMMEL, G., (1987). [Philosophie de l'argent](http://fr.wikipedia.org/wiki/Philosophie_de_l%27argent). Paris. P.U.F.

TCHAYANOV, A. V. (1990). L'organisation de L'économie paysanne. ALençon, Librairie du Regard.

THERET, B., (2009). Monnaie et dettes de vie. L’homme, Editions de l’EHESS, N° 190, pages 153-179.

THERET, B., (2008), La monnaie dévoilée par ses crises. Vol.I. Crises monétaires d'hier et d'aujourd'hui. Editions de l’EHESS, Colle : Civilisations et sociétés.

YURAN, N., (2014). What money wants, an economy of desire. Stanford University Press.

1. Enseignant-chercheur à l’université de Lille 1, Clersé UMR 8019 (Centre Lillois d’études et de recherches sociologiques et économiques). [↑](#footnote-ref-1)
2. Le phénomène monétaire ne se limite pas aux sociétés contemporaines capitalistes (Servet, Théret, Yildirim 2008) «A tout social différent monnaie différente » (Orléan, 202, p. 333). [↑](#footnote-ref-2)
3. Nous évitons le terme économie de marché dans la mesure où nous pensons qu’il ne traduit pas une réalité. Ce concept tente de traduire le système de marché postulé dans les approches normatives, mais s’il jouit d’une cohérence et d’une autonomie au sein de la théorie, il ne permet pas d’analyser nos économies. Ce terme est souvent un euphémisme pour qualifier le capitalisme et nous préférons ce dernier. En revanche le capitalisme constitue un système politique autonome qui combine l’économie de marché et les secteurs liés à l’Etat (Ramaux, 2012). Le marché est un élément du capitalisme. [↑](#footnote-ref-3)
4. La question fût plus ou moins posée sous cette forme par les auteurs classiques et sa formulation traduit une forte dépendance conceptuelle au modèle d’économie de troc. Dans les sociétés telles que nous les observons elle se pose différemment et met en relief le pouvoir d’achat monétaire des différents sujets. Or, est-il réellement lié à une production de biens ou à un ensemble de variables institutionnelles : les rapports de productions ? [↑](#footnote-ref-4)
5. Keynes attribuait à l’unité de compte un rôle singulier « hiérarchiquement » supérieur aux autres fonctions. [↑](#footnote-ref-5)
6. L’économie de troc, le socle conceptuel de l’économie néoclassique, autorise la généralisation des transferts sans monnaie. En revanche, d’une part il s’intéresse à un modèle idéel et normatif et non aux économies effectives et d’autre part, il dispose d’artifices théoriques pour éluder les problèmes posés par l’absence de monnaie. [↑](#footnote-ref-6)